

Numéro 73



## Rapport du Troisième trimestre 2019

des mouvements sociaux, suicides et violences

**1986** protestations collectives et **58** cas de suicide et de tentative de suicide



# **Rapport du Troisième trimestre 2019 des mouvements sociaux, suicides et violences**

**Equipe d'élaboration :**

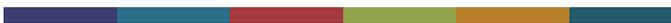
**Houda Larbi**

**Najla Arfa**

**Khalil Chikhaoui**

**Asma Sahboun**

**Rim Saoudi**





## Introduction

Le fait que L'Etat devrait être "un Etat d'intérêt général" est une idée qui a échoué dans la profondeur des représentations politiques et des convictions des citoyens tunisiens en raison de l'absence d'une vision réelle de l'économie et des plans de développement exprimant la souveraineté de l'État compte tenu de son attachement à la logique libérale qui perpétue l'injustice et les inégalités qui approfondissent la politique de marginalisation et d'exclusion. Ce paysage a engendré une suite de déceptions et par là une vague de manifestations initiées par des certaines franges de la population.

Ces représentations ont été fondées sur plusieurs raisons, notamment de nature sociale. En effet, l'Etat tunisien, qui a été élu comme force suprême, comme défenseur naturel du bien commun des individus et des égalités des chances, n'a pas respecté les règles du jeu entre les acteurs sociaux quant au respect de la concurrence économique, l'égalité face au fardeau général du pays et la subordination de tous y compris les dirigeants et les responsables de l'Etat face à la suprématie du droit. Par conséquent l'Etat tunisien n'a pas su refléter le devoir de solidarité morale face à ses citoyens et n'a pas été capable de sortir de ses crises et de donner aux secteurs vitaux tels que la santé, l'éducation et le transport l'importance qu'ils méritent.

En outre, pour des raisons économiques, l'État tunisien n'a pas été un moteur de la croissance puisqu'il n'a pas pris en charge des investissements lourds dépassant la capacité des initiatives privées, n'a pas développé les infrastructures, n'a pas formé la main d'œuvre et n'a pas investi suffisamment dans la recherche et développement scientifique. Sans oublier que lors des crises économiques, l'Etat n'a pas été le refuge naturel à ses citoyens, n'a pas adopté des mesures d'encouragement aux projets qui rencontraient des difficultés et n'a pas encadré voire a cherché à renoncer aux régions vulnérables ainsi que les secteurs d'activité en danger ce qui a aggravé leurs crises.

Par ailleurs, et pour des raisons politiques, l'Etat n'a pas oeuvré sur les grandes affaires que ses citoyens ont défendus lors du mouvement de 2011 comme la justice sociale, la distribution équitable des richesses nationales, la liberté, l'égalité, les droits économiques et n'a pas été le mobilisateur de l'unité populaire éparpillée devant un peuple qui souffre du besoin et de l'injustice sociale.

Toutes ces croyances renvoient aux espoirs et aux attentes des citoyens vis-à-vis des politiques publiques du pays et ignorées par les dirigeants et les responsables, ce qui compromet leur légitimité dans le domaine politique.

En effet, l'existence sociale de l'État et sa capacité à mobiliser par le biais de ses acteurs et de ses institutions, ainsi que par les discours de ses représentants et par les réalisations du terrain, confirmant ainsi sa légitimité n'a pas encore eu lieu selon ses citoyens.



Par ailleurs ces représentations ont chargé d'animosité spontanée plusieurs franges de la société envers l'Etat tunisien cachant des clichés comme celle de l'employé profitant du budget de l'Etat, d'un Etat policier, d'un système d'imposition alourdi sur les individus et les institutions tunisiennes créant ainsi un nouveau paysage de cartographie politique ci qui nous fait dépasser les méthodes traditionnelles de protestation vers une nouvelle logique sanctionnant les acteurs politiques qui se disputent les étapes électorales puisqu'il y a ceux qui ont boycotté les élections , ceux qui les ont sanctionné du paysage politique et c'est qui a donné comme résultat un siège de Président de la république oscillant entre deux candidats, à savoir, Kais Said et Nabil Karoui.

## Les mouvements sociaux protestataires au Troisième semestre de 2019

« Le rôle des mouvements sociaux, qui visent à réaliser l'intérêt commun ou à atteindre des objectifs communs en travaillant dans des domaines extérieurs aux institutions et aux cadres existants, a été renforcé.<sup>1</sup>». Les mouvements sociaux tentent de réaliser des changements sociaux et politiques en défendant les problèmes d'actualité dans un contexte d'impuissance des institutions politiques et leur incapacité à faire face à des formes précises de danger qui menacent la société.

Par ailleurs l'engagement des mouvements sociaux protestataires et réfractaires témoigne d'une forme de participation politique non contractuelle imposée par des individus à ces institutions politiques par le biais de nouvelles formes de comportements collectifs, réjecteurs et parfois rebelles. Ces formes peuvent parfois être plus efficaces que la participation politique contractuelle, telles que le vote et autres, et plus rentables que de compter sur des politiciens et des systèmes politiques incompetents, en particulier en ce qui concerne les problèmes majeurs et urgents liés à la vie sociale des individus et à leurs droits économiques, sociaux et politiques. Par-là, ces mouvements sociaux deviennent un axe central de la culture civique et de la société civile et un véritable espace de renouveau des principes et des pratiques démocratiques.

Les problèmes anciens mais qui restent d'actualité le déclencheur essentiel des manifestations , tels que la crise de la soif et la pénurie d'eau, également les infrastructures délabrées, en particulier avec la rentrée scolaire et la détresse de nombreuses écoles, en particulier dans les régions isolées, la crise dans le secteur de la santé et les dégâts quotidiens subis par le citoyen tunisien, sans oublier la crise de l'éducation et le retour des manifestations et des négociations entre le cadre éducatif et l'autorité de tutelle, ainsi que d'autres problèmes dans de nombreux secteurs économiques allant du secteur postal, des transports et d'autres problèmes de développement, environnementaux et agricoles ...



<sup>1</sup> Anthony Giddens, Sociology, traduit par Fayez Sayagh, Liban, Centre des études de l'unité arabe, 2005, p.480

L'équipe de veille de l'Observatoire Social Tunisien a enregistré 739 actions de protestation, 28 cas et tentatives de suicide en septembre 2019 ce qui élève le nombre de mouvement de protestation à 1986 et le nombre de suicide et tentative de suicide à 58 durant le troisième trimestre de l'année. Soit une augmentation de 217 manifestations par rapport à la même période en 2018, qui a enregistré 1789 manifestations, un accroissement d'environ 70 manifestations par mois.

### La nature des manifestations sociales collectives (Troisième trimestre 2019)



### La nature des manifestations sociales collectives (Septembre 2019)



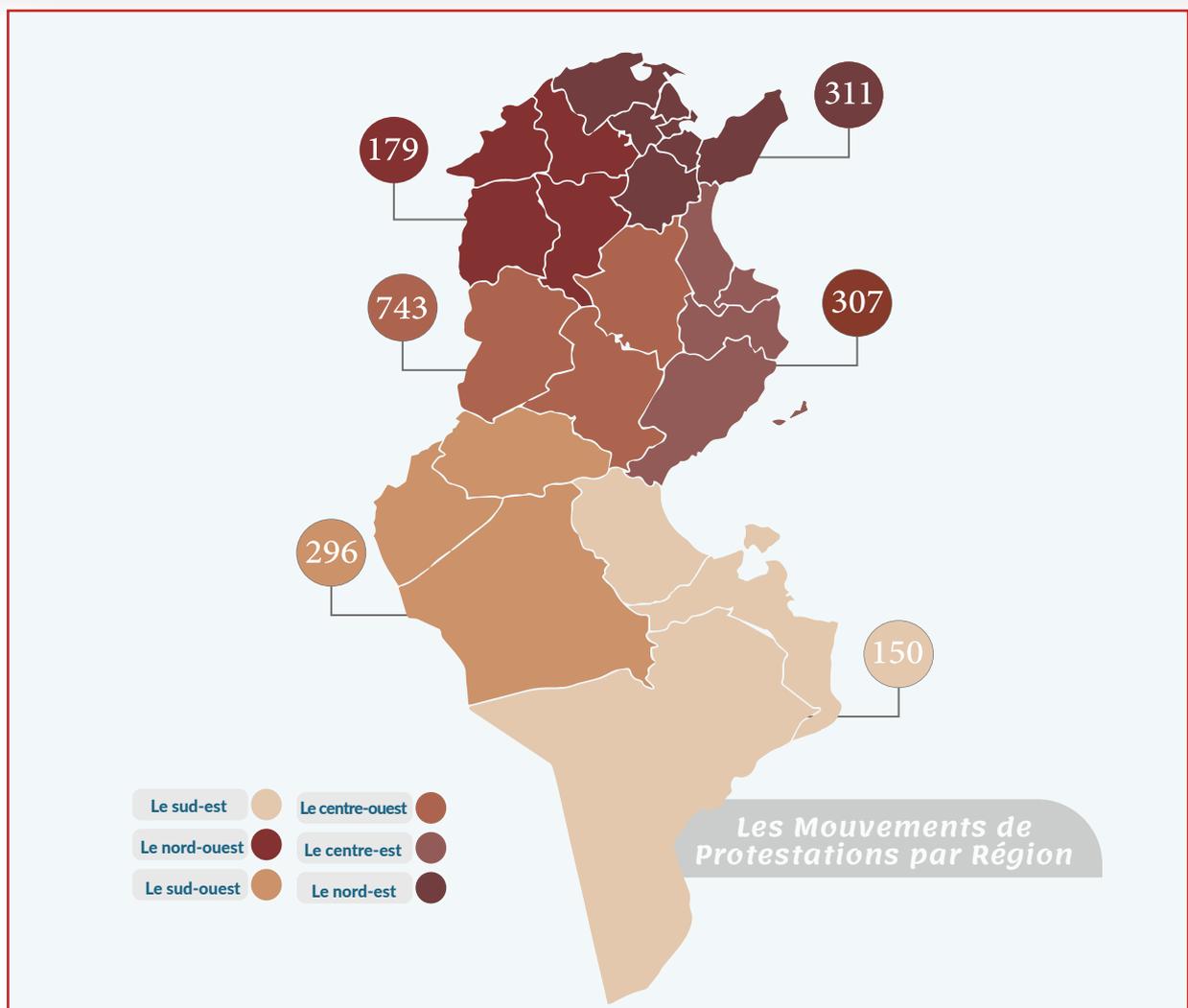
La cartographie de la manifestation reste inchangée par rapport aux mois et années précédents, comme en témoignent les rapports mensuels et annuels de l'Observatoire Social Tunisien. Le gouvernorat de Kairouan demeure en première position concernant les mouvements ainsi que les suicides et tentatives de suicide puisque cette région a enregistré, à elle seule, 58 actes de suicides et tentatives de suicide et 508 mouvements de protestation collectifs durant les mois de Juillet, Aout et Septembre de l'année 2019.

Le gouvernorat de Gafsa arrive en deuxième position avec 201 protestations, suivi de Sidi Bouzid avec 162 protestations et de Sfax avec 130 protestations, Nabeul (123 protestations), Sousse (121 protestations) et Tataouine avec 102 protestations. Le gouvernorat de Ben Arous occupe la dernière place avec 12 manifestations sur tout le trimestre.

Au troisième trimestre de 2019, 24% des mouvements sociaux observés étaient de nature violente c-à-d contenant une forme de violence ou de blocage dans toutes les formes de violence. Trait caractéristique des 477 manifestations, dont 112 enregistrées à Kairouan, suivies de Gafsa (61 mouvements) et Nabeul (48 mouvements).

## Répartition géographique des mouvements sociaux protestataires pendant le premier semestre de l'année 2019

Gouvernorat	Troisième semestre 2019	Septembre 2019	Gouvernorat	Troisième semestre 2019	Septembre 2019	Gouvernorat	Troisième semestre 2019	Septembre 2019
Bizerte	40	30	Beja	43	14	Kasserine	77	27
Tunis	82	34	Kef	27	6	Sidi Bouzid	158	41
Ariana	17	0	Seliana	47	28	Gabes	18	0
Manouba	27	0	Sousse	117	66	Medenine	30	18
Ben Arous	12	10	Monastir	16	12	Tataouine	102	47
Zaghuan	13	4	Mahdia	45	0	Gafsa	201	63
Nabeul	120	41	Sfax	129	59	Tozeur	28	16
Jendouba	62	18	Kairouan	508	177	Kebili	67	28



Au cours de ce trimestre, les acteurs se sont diversifiés et ce qui s'en dégage de nouveau qualitativement c'est une nouvelle catégorie d'acteurs protestataires émergeant durant le mois de Juillet qui est celle des pèlerins, des employés de la SONEDE et du personnel des postes tunisiennes. En outre, des femmes ont joué un rôle important dans les espaces de protestation, notamment des ouvrières d'une entreprise textile de Hbira et les employées d'un laboratoire pharmaceutique à Barkas dans la zone industrielle de Kondar.

Les moyens de protestation utilisés		Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements	
Médias sociaux, marches pacifiques, boycott des examens, restriction d'accès aux cours	☆☆☆	Parents, habitants, activistes	☆☆☆
Appels aux médias, blocage de routes, entrée forcée aux locaux administratifs, brûlure de pneus	☆☆☆	Employés, travailleurs, activistes	☆☆☆
Sit-in, grève	☆☆	Ouvriers de chantier, diplômés chômeurs, chômeurs, docteurs, employés de services médicaux	☆☆
Pétitions, fermeture de locaux, port du brassard, migration en bateau, marches vers la capitale, migration	☆	Journalistes, chauffeurs de taxis, chauffeurs de taxis collectifs, agriculteurs, pêcheurs	☆

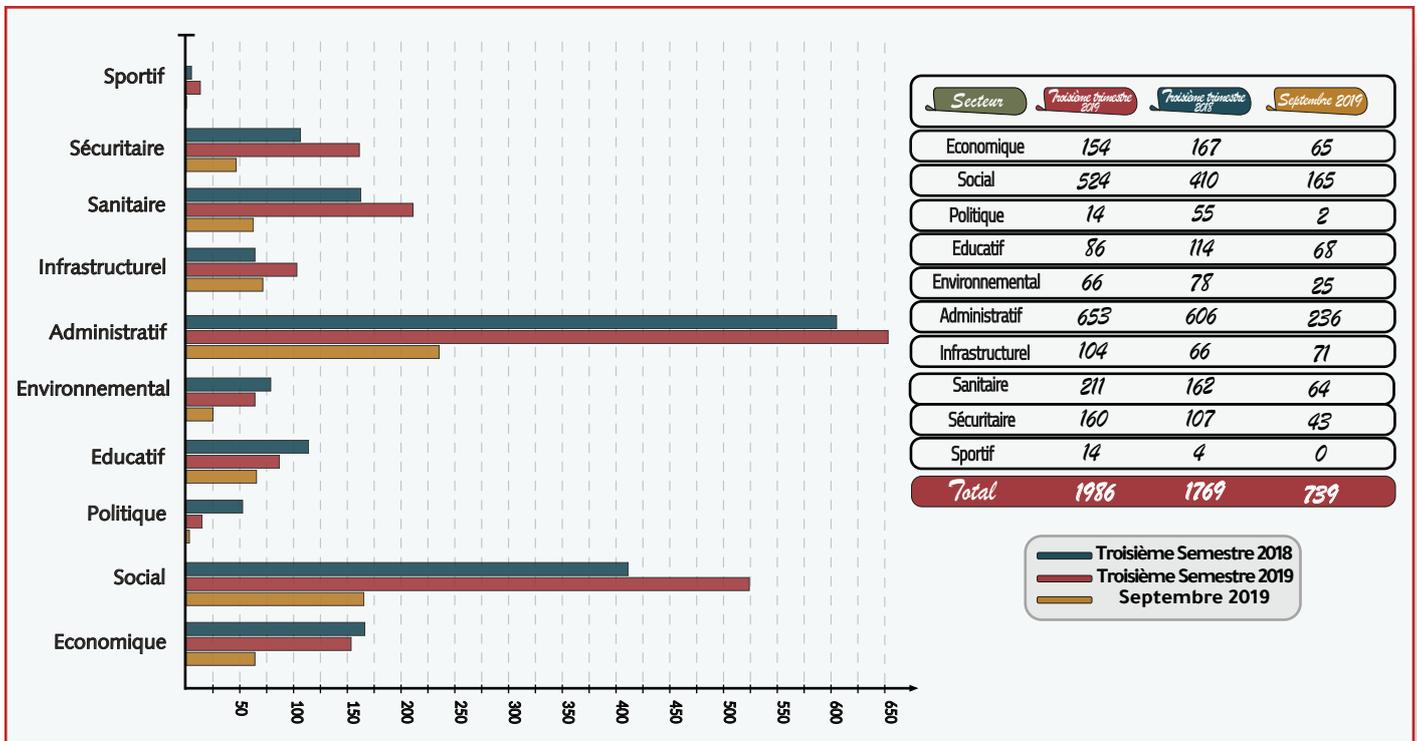
En effet, Le rôle des femmes a été prépondérant dans la réalisation des changements sociaux et politiques et en tant qu'acteur sérieux dans la lutte pour les droits économiques et sociaux, car leur présence représente une transgression de la mentalité dominante, conservatrice, clanique et patriarcale ainsi que dans l'aspiration à l'émancipation et à l'égalité contre l'infériorité et la discrimination.

L'acte social représente un outil de transfert de toutes les valeurs modernes, éclairantes et révolutionnaires et sa signification n'est complète que s'il est connecté à des forces conscientes qui descendent dans ses arènes publiques et effectives traitant de ses problèmes et de ses difficultés en s'unissant avec toutes ses facettes et embrassent ses forces féministes actives, avant-gardistes, opérationnelles, humaines et civiles afin de l'intégrer dans la lutte générale pour la libération nationale et démocratique et l'émancipation sociale et économique.

Les espaces de protestation		Les sujets des mouvements de protestation	
Institutions éducatives	☆☆☆	Institutions éducatives	☆☆☆
Chemins, siège social administratif, services municipales, bureaux des gouvernorats, bureaux des délégations	☆☆☆	Services municipales, SONEDE, gouvernorats, délégations	☆☆☆
Espaces de travail, hôpitaux	☆☆	Ministres, chef du gouvernement, hôpitaux	☆☆
Institutions judiciaires, siège social du ministère, palais présidentiel	☆	Autorité judiciaire, président	☆

## Les Mouvements de Protestations par Secteurs

La plupart des revendications concernaient les droits économiques et sociaux avec 678 actions de protestation, contre 577 au cours de la même période en 2018.



Le nombre de manifestations contre les services administratifs et institutionnels a atteint 653 au troisième trimestre de 2019 contre 606 mouvements au troisième trimestre de 2018.

Les manifestations ayant des revendications éducatives, environnementales et politiques ont régressé d'environ 28, 12 et 41 mouvements de protestation conformément à l'ordre susmentionné.

Type de protestation	Secteur	Econo-mique	Social	Politique	Educatif	Environ-nemental	Adminis-tratif	Réligieux	Infra-structurel	Sanitaire	Sécuri-taire	Sportif
		<b>Protestations instantanées</b>	<b>Troisième trimestre</b>	76	285	8	32	37	356	-	74	86
	<b>Septembre</b>	29	88	1	21	16	154	-	54	25	24	0
<b>Protestations spontanées</b>	<b>Troisième trimestre</b>	29	129	4	17	11	126	-	15	59	40	2
	<b>Septembre</b>	8	53	1	14	4	48	-	9	19	11	0
<b>Protestations violentes</b>	<b>Troisième trimestre</b>	49	110	2	37	18	171	-	15	66	45	5
	<b>Septembre</b>	28	24	0	33	5	34	-	8	20	8	0

Les manifestations liées aux services administratifs sont les plus violentes et touchent à peu près la moitié (171 mouvements de protestation) du total des mouvements de protestation liés à l'institutionnel, suivis par des mouvements de protestation de nature économique et social, dont 149 ont été de nature violente ou se sont passés dans une atmosphère de violence.

## Les nouvelles formes de protestation dans le contexte tunisien

Le nombre de partis politiques dépasse aujourd'hui les 200 partis en Tunisie, dont la plupart se disputent le pouvoir politique, créent une dynamique dans la scène partisane et un changement de la cartographie politique à travers les nombreuses étapes électorales. Nous trouvons des partis qui tendent vers la droite et d'autres vers la gauche et qui luttent principalement autour du centre et y émigrent avec le désir de s'y positionner politiquement.

Par ailleurs, la mobilisation politique représente une occasion de travailler sur la solidarité, les alliances, les tactiques et les options. La bataille pour les élections constitue le plus grand test pour les partis politiques, car elle révèle leur capacité à gagner des partisans et constitue un moyen important de travailler sur les pratiques et le comportement des individus.

Le paysage politique en Tunisie est connu pour tantôt se rétrécir et tantôt se disperser en raison des contextes de l'émergence des partis et de la diversité de la carte symbolique (les partis révolutionnaires - les partis postrévolutionnaires ...). Certains d'entre eux ont continué d'exister et d'autres se sont dissous dans le paysage politique, malgré leurs tentatives de prise de force sur la représentativité électorale, ils ont subi un coup symbolique représenté par un « traumatisme politique », c'est-à-dire la pression constante associée au souvenir d'un événement émotionnellement douloureux.<sup>2</sup>

Ce coup symbolique, selon l'expression de Pierre Bourdieu<sup>3</sup> de l'absence de représentation des citoyens dans les étapes électorales reflète l'apparence magique d'une nouvelle représentation du concept de représentation électorale pouvant avoir de nombreuses répercussions, même sur l'élu. Ceux qui n'ont pas atteint l'âge de voter, qui ne se sont pas rendus aux urnes (qui ne sont pas inscrits ou qui se sont abstenus) et qui ont voté pour leurs opposants restent un phénomène difficile à décoder conformément aux lois de la logique rationnelle, même dans les démocraties pluralistes où il existe un système électoral concurrentiel<sup>4</sup>. Tout comme les répercussions de cette grève symbolique sont positives, elles peuvent également être négatives par la perte de son potentiel électoral.

Aux yeux des candidats, les électeurs ont des attentes légitimes et des valeurs de grandeur morale, motivés par le désir de justice, de liberté et de solidarité, qu'ils recherchent en élisant leurs représentants lors du processus électoral. Chaque représentant va donc rechercher à acquérir une légitimité, à formuler ses points de vue au travers de convictions politiques communes, afin de gagner une part de confiance et à mettre en place des programmes politiques proches de leurs ambitions et capables de les influencer et de les mobiliser pendant sa campagne électorale. Tout ceci a conduit les groupes sociaux à recourir à de nouvelles formes de protestation, comme l'abstention électorale en plus des formes précédentes de participation politique, telles que le vote ou les élections.

<sup>2</sup> Phillip Braud, *Sociologie politique, Liban*, Fondation Glory de l'Université pour les études, l'édition et la distribution, 2014, t.3, p.575.

<sup>3</sup> Pierre Bourdieu, *délégation et fétichisme*, repris in *choses dites*, Paris, édition Minit, 1987, p.194.

<sup>4</sup> Phillip Braud, *Sociologie politique, Liban*, Fondation Glory de l'Université pour les études, l'édition et la distribution, 2014, T.3, p.411.



On peut également trouver d'autres pratiques civiques incluant l'absence d'inscription sur les listes d'électeurs, signe d'une certaine indifférence civile, de refus de participation politique et de protestation contre la réalité politique.

Cette abstention électorale comprend deux formes : la première est une faible intégration sociale, le sentiment de vivre dans des zones isolées et le sentiment qu'elles sont étrangères aux enjeux sociaux. La deuxième peut être un grand intérêt pour la politique, l'abstention et le refus constituent un refus de choisir dans les termes de l'offre électorale puisqu'ils savent et affirment ne pas avoir trouvé parmi les candidats l'expression appropriée de leurs préoccupations et de leurs demandes.

En effet, l'abstention est une forme d'hostilité envers les élites politiques incapables de changer, une fuite des rivalités entre partis et un démenti des attentes exagérées de la cartographie des partis et du système politique en vigueur. Cela montre aussi des déceptions excessives qui sont une sorte de punition pour le champ politique et tous ses acteurs.

La punition des groupes sociaux d'acteurs politiques au cours du processus électoral a pris deux formes importantes : Premièrement, en guise de punition d'une catégorie d'acteurs sociaux aux acteurs politiques, un groupe s'est orienté vers l'élection d'un candidat qui tentait de remplacer l'État à savoir, Nabil Karoui. Indifféremment de son passé, ce qui compte c'est son œuvre, à travers l'instrumentalisation de l'argent politique et à travers le rôle de protecteur des plus démunis via l'activité caritative de l'« association Khalil Tounes » à travers des dons et des campagnes de distribution d'aides en nature et en espèce sans oublier les tables dans les régions et les quartiers pauvres.

Il a, en outre, instrumentalisé le travail caritatif pour gagner des acquis politiques et les transformer en crédit électoral dans un contexte de pression économique et d'incapacité des élites politiques qui ont défilé au pouvoir sans oublier la fracture entre le citoyen et les responsables. Une situation qui l'a aidé à faire des percées face au déclin de l'élite traditionnelle.

Le deuxième candidat, Kais Said, qui constitue une représentation différente du modèle politique dominant et traditionnel a fait une campagne sans manifestations festives ni propagandistes en rejetant l'aide financière des institutions économiques et d'hommes d'affaires. Il a promis des changements radicaux dans le système politique, en brisant la centralité du pouvoir, en luttant contre la corruption et en limitant les privilèges des fonctionnaires. Son élection a représenté une forme de sanction pour le système avec toute sa propagande et ses organes de presse. En effet, les groupes sociaux ont trouvé en lui une profondeur sociale découlant de son potentiel symbolique et de son hostilité au système actuel, même de manière douce et pacifique.

le choix de Kais Said reflète également le parti pris de l'université, marginalisée et exclue des cercles de l'action politique et que cette institution fait partie intégrante de la société tunisienne, porte ses préoccupations et les défend à travers les organisations qui la contiennent, qu'il s'agisse d'organisations étudiantes, de professeurs ou de travailleurs. Ce biais reflète le parti pris de la crise universitaire, que l'État a abandonnée, en particulier des électeurs instruits ou au chômage détenteurs de diplômes supérieurs.

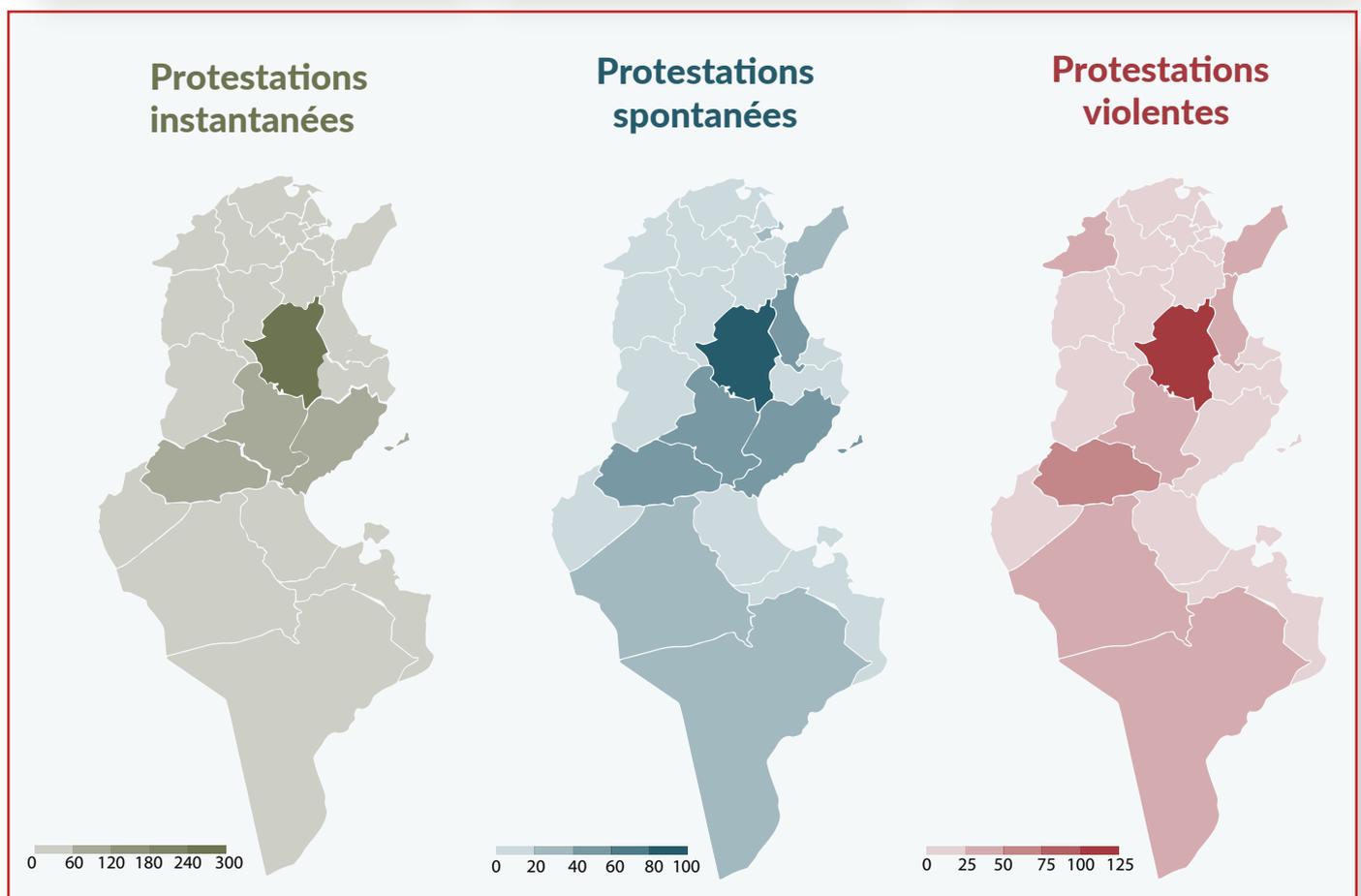


Ces pratiques civiles sont des réactions qui traduisent une rupture avec l'État, une hostilité, une opération d'exclusion et de diffamation pratiquées ainsi que le refus de dialogue avec ces blocs sociaux. Ceci constitue un coup porté à la question de la représentativité ou du caractère représentatif des hommes politiques tunisiens.

"La représentativité est la capacité d'une personne à se mobiliser autour de piliers politiques afin de légitimer ses aspirations à parler au nom des autres.<sup>5</sup> Ils ont été représentatifs par leur manque de moyens d'influence et la violence politique qu'ils ont exercée sur la société et du fait que leurs thèses sont dépourvues de programmes concrets issus des aspirations de la société.

## La répartition géographique des protestations Troisième trimestre 2019

Protestations instantanées				Protestations spontanées				Protestations violentes			
Bizerte	19	Monastir	10	Bizerte	13	Monastir	6	Bizerte	8	Monastir	0
Tunis	45	Mahdia	18	Tunis	29	Mahdia	15	Tunis	8	Mahdia	12
Ariana	8	Sfax	63	Ariana	0	Sfax	42	Ariana	9	Sfax	24
Manouba	13	Kairouan	299	Manouba	9	Kairouan	97	Manouba	5	Kairouan	112
Ben Arous	7	Kasserine	38	Ben Arous	3	Kasserine	17	Ben Arous	2	Kasserine	22
Zaghouan	8	Sidi Bouzid	72	Zaghouan	5	Sidi Bouzid	58	Zaghouan	0	Sidi Bouzid	28
Nabeul	51	Gabes	12	Nabeul	23	Gabes	3	Nabeul	46	Gabes	3
Jendouba	30	Medenine	12	Jendouba	5	Medenine	12	Jendouba	27	Medenine	6
Beja	22	Tataouine	43	Beja	15	Tataouine	27	Beja	6	Tataouine	32
Kef	12	Gafsa	89	Kef	8	Gafsa	51	Kef	7	Gafsa	61
Seliana	24	Tozeur	13	Seliana	15	Tozeur	12	Seliana	8	Tozeur	3
Sousse	47	Kebili	24	Sousse	41	Kebili	24	Sousse	29	Kebili	19

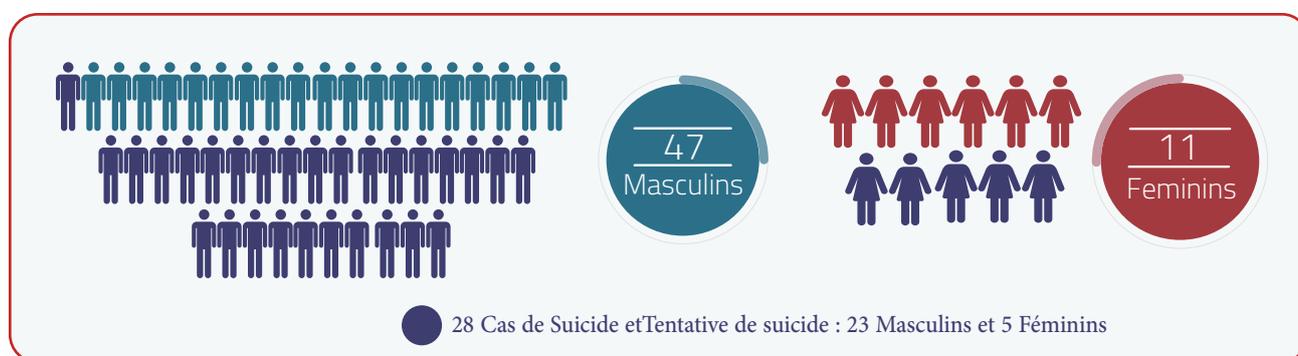


<sup>5</sup> Philip Braud, op. cit., p. 576.

# Les mouvements de suicide et de tentative de suicide

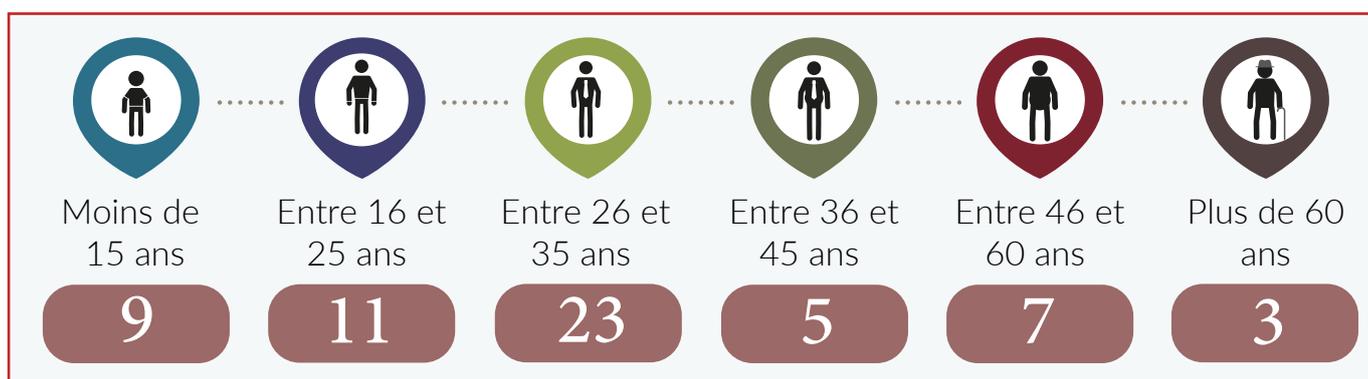
En ce qui concerne les suicides et les tentatives de suicide, 28 cas ont été enregistrés durant le mois de septembre 2019. Environ 57% des cas, relevés des suicides et tentatives ont été par pendaison suivie par les immolations avec 14% environ. Le groupe d'âge des 16 à 35 ans représente le taux de suicide le plus élevé, représentant environ 55% de tous les cas observés.

## Suicide par Genre



En ce qui concerne le résultat de ce troisième trimestre de 2019, le groupe d'âge des 16-25 ans ont représenté environ 50% de toutes les victimes de suicide (32 victimes sur 58). 81% des victimes étaient des hommes et 19% étaient des femmes.

## Suicides et tentatives de suicide par tranche d'âge



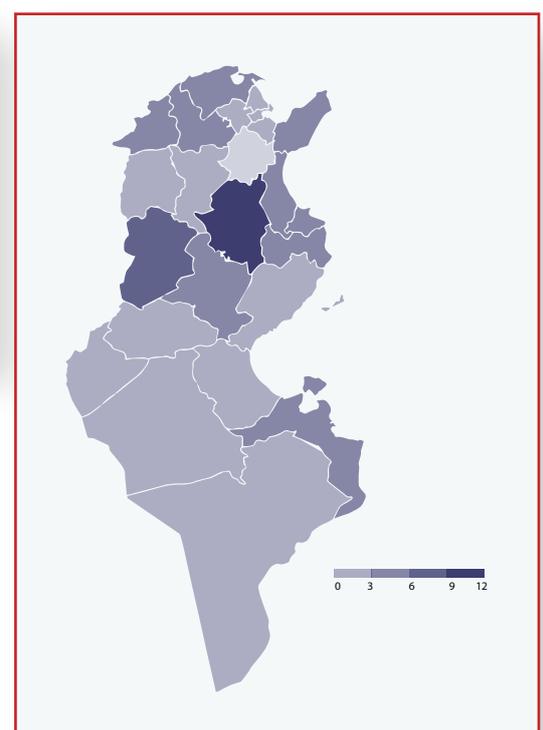
Le suicide constitue un sacrifice de soi accompagné d'une conscience de vivre le contrôle et le contrôle d'institutions sociétales et devient, donc, porteur d'un certain sens de confrontation de ces institutions et cette réalité sociale, telle que l'interaction des individus avec cette réalité, qui forme une passerelle ou un passage qui transmet la mort à la société et prend trois formes importantes :

- Déclarer l'excellence par rapport cette société qui se soumet à cette réalité amère
- défendre cette société ou la mort pour le bien de cette société
- Soit une mort dépressive et porte donc le sens de la capitulation et peut être de nature impulse en prenant deux formes de mort ou punitive ou de vengeance.

Le suicide peut être considéré comme un signal d'alarme pour les institutions politiques et sociales en Tunisie, exprimant l'existence de problèmes et de carences ainsi qu'un large fossé dévoilant l'incapacité des institutions sociales à répondre aux besoins des individus et exprimant l'acte discriminatoire perpétré par ces institutions puisqu'elles permettent à certains de satisfaire à leurs besoins et privent d'autres de ces mêmes besoins. Cela nous permet de comprendre qu'il existe une faille dans l'engagement institutionnel et qu'il reflète les problèmes rencontrés au niveau de ses objectifs, de ses fonctions, de ses organisations et de sa vision. Ce phénomène social qui est le suicide vient de la désintégration de ces institutions sociales qui, en même temps, malgré cette destruction et cette impuissance tentent de placer les individus sous leur domination et leur dépendance. Ce phénomène de suicide est fortement mis en évidence en période de crise économique grave. Le contrôle sociétal institutionnel n'est plus en mesure de diriger le comportement individuel et il y a un réarrangement soudain de la hiérarchie sociale. Les gens se déplacent dans une situation économique inférieure à leur situation précédente et perdent leurs acquis ou l'inverse, à savoir, un accroissement soudain du pouvoir et de la richesse, bouleversant la hiérarchie sociale et le dérégulant puisque nul ne sait ce qui est possible et quelles sont les exigences réalisées et non réalisées et fait apparaître une démarche douloureuse et critique parmi les individus qui est le suicide.<sup>6</sup>

### Les Suicides et tentatives de Suicide par gouvernorat au Troisième trimestre 2019

<b>Gouvernorat</b>	Bizerte	Tunis	Ariana	Manouba	Ben Arous	Zaghouan	Nabeul	Jendouba
<b>Volume</b>	4	1	0	0	0	0	3	4
<b>Gouvernorat</b>	Beja	Le Kef	Seliana	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Kairouan
<b>Volume</b>	3	0	2	4	4	3	1	11
<b>Gouvernorat</b>	Kasserine	Sidi bouzid	Gabes	Medenine	Tataouine	Gafsa	Tozeur	Kebili
<b>Volume</b>	7	4	0	3	1	2	1	0

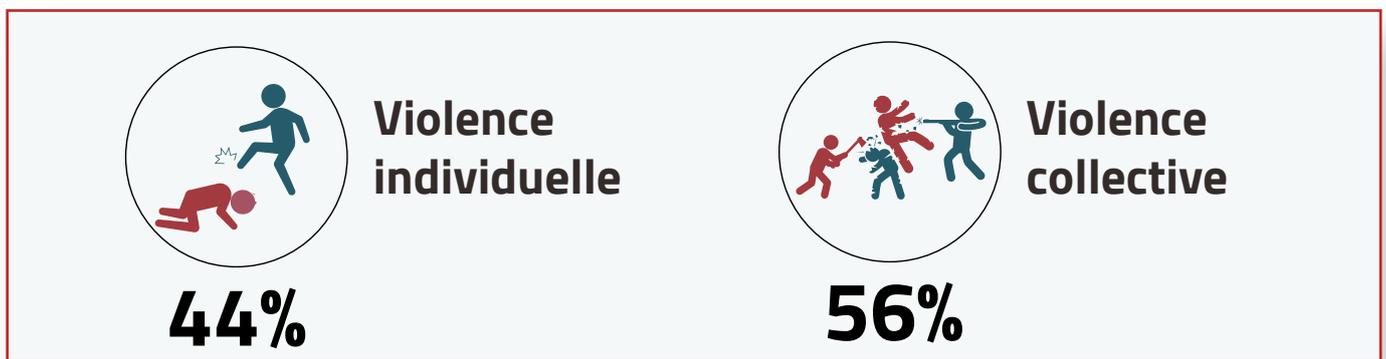


Les suicides de trois personnes âgées de plus de 60 ans et de 9 enfants de moins de 15 ans ont également été relevés durant ces trois derniers mois. Dans l'ordre des gouvernorats en fonction des cas et des tentatives de suicide observés, Kairouan vient en premier avec 11 cas, puis Kasserine avec 7 cas, puis en parallèle Sousse, Monastir, Jendouba, Bizerte et Sidi Bouzid avec 4 cas.

# Les violences

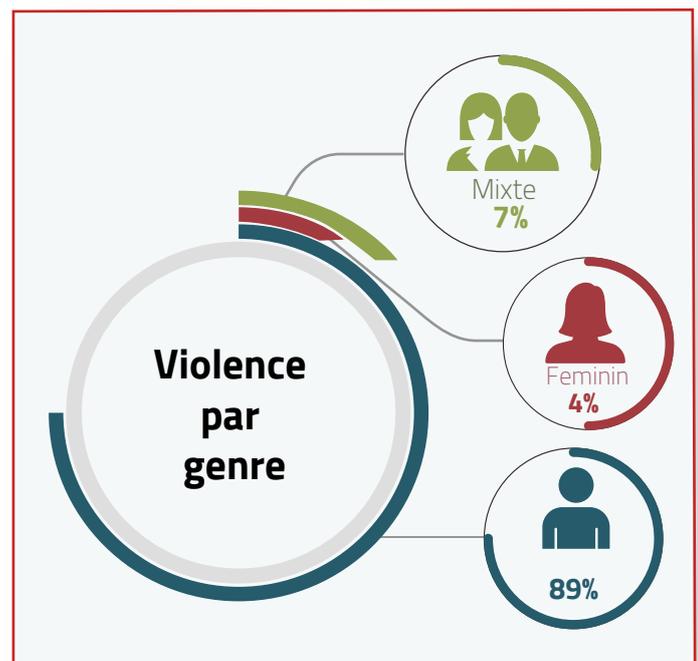
Les résultats de la veille révèlent que les trois derniers mois n'ont pas fait exception du schéma général de la violence, qui est commun à presque tout le monde au même niveau. De même que dans la distribution des violences enregistrées, nous constatons que la proportion de violence sous sa forme collective est souvent de l'ordre de 60%. En revanche, la violence sous forme individuelle maintient la proportion de 40% du mensuel enregistré.

## Les cas de violence au troisième trimestre 2019

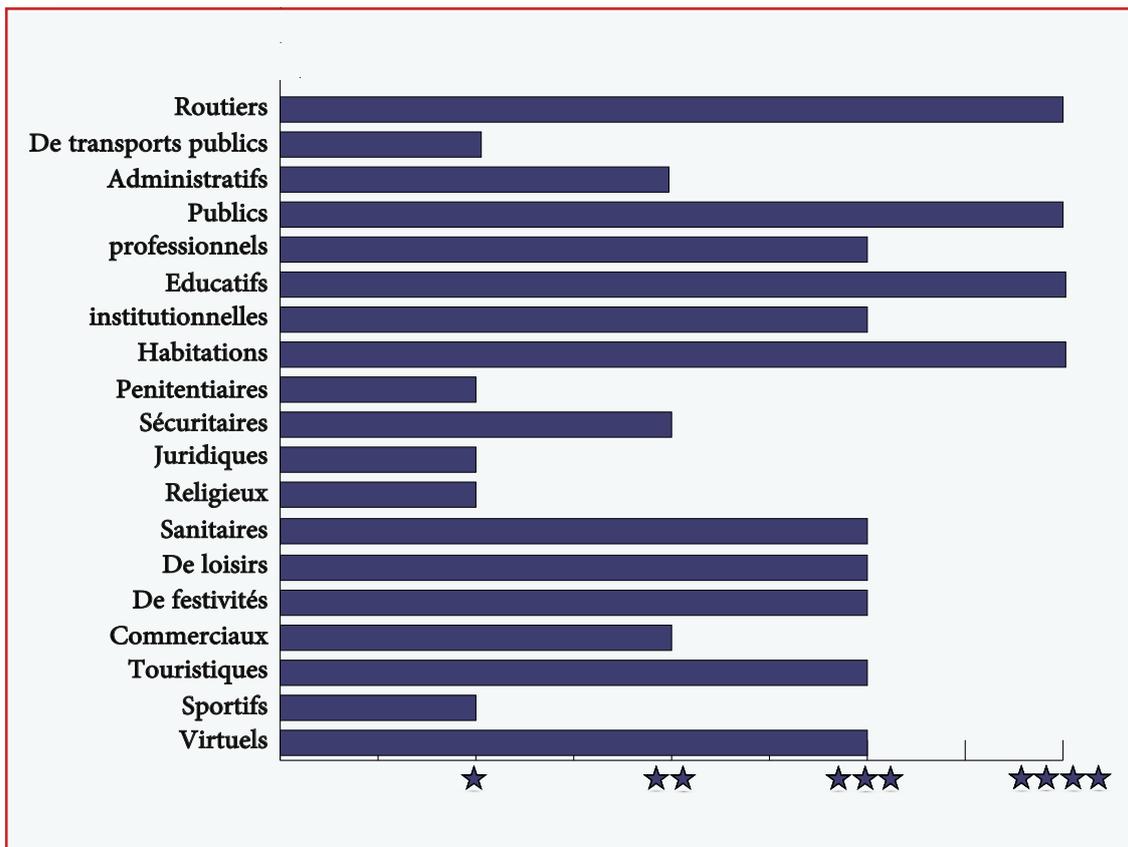


La proportion de violence exercée par les hommes est beaucoup plus élevée que celle par les femmes ou mixte et se produit souvent dans des espaces publics tels que des espaces de loisirs, sur les routes ou même dans les espaces virtuels. La proportion des différentes formes de violence a augmenté, notamment celle liée à l'impulsivité et on prend comme exemple ici ce qui s'est passé dans la ville d'El Matouya lorsqu'un inconnu a attaqué la voiture d'un membre du bureau d'ATIDE Gabès, en crevant délibérément ses deux roues avec une arme blanche ou l'exemple de violence criminelle à Kairouan, lorsqu'une personne a frappé un élève, lors d'un braquage, avec une lame de rasoir au niveau du cou lui causant une profonde blessure dans la cours de son collègue. Sans oublier ce qui s'est passé à El Yasminette, gouvernorat de Ben Arous quand une fillette de cinq ans a été violée de manière brutale par des individus âgés de 13 à 15 ans.

## Violence par genre



## Intensité des violences par espace



La violence est un phénomène social lié à plusieurs facteurs culturels des individus et au processus de socialisation où le milieu social influence grandement l'apparition de ce phénomène. Il en résulte des schémas de comportement imposés aux individus et "se manifestant sous différentes formes dans les sociétés humaines : la forme de criminalité et les actions de délinquance (affectives, politiques ...), la violence d'État (répression, torture, ségrégation) et sa forme la plus courante, comme les querelles et les conflits entre individus et les actes de violence cachés (violence conjugale, viol, maltraitance d'enfants).<sup>7</sup>"

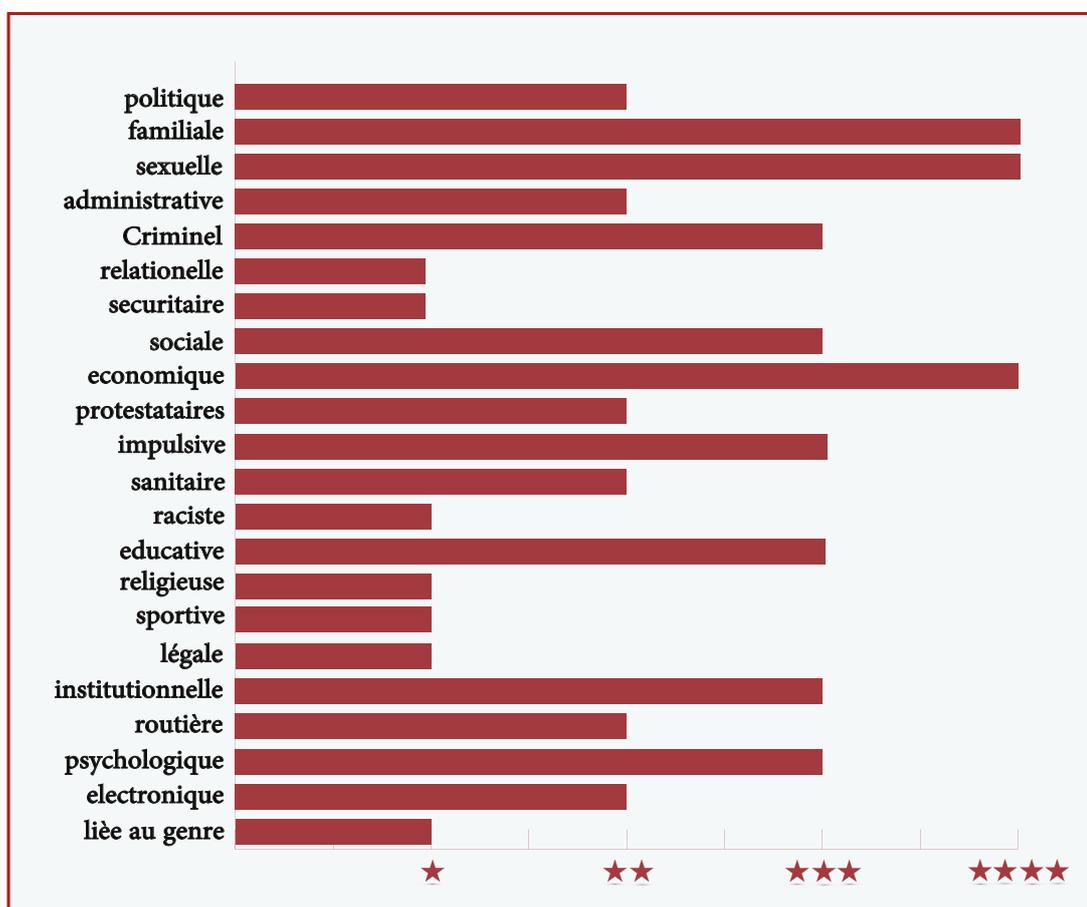
"Chaque société est aussi violente que la force n'est pas l'objet de pratiques systématiques et légitimes"<sup>8</sup> à la suite de moments de changement institutionnel confrontés aux pratiques d'individus et de groupes réclamant la protection de leurs droits acquis ou consacrant leurs nouveaux droits et objectifs par la violence organisée au sein de groupes et exercé sur ces institutions. Ces pratiques sociales se propage, d'une part, lorsqu'il y a perte de contrôle ou de conscience chez certains individus ou dans des groupes sociétaux incomplets, on peut le décrire comme un comportement irrationnel et, d'autre part, une source d'autorité pouvant transmettre les plus faibles à la volonté de ceux qui les menacent et constitue dans un premier état une explosion à effet régressif.

<sup>7</sup> Jean-François Dortier, Dictionnaire des sciences humaines, traduit par George Katoura, T. 1, Fondation Glory de l'Université pour les études, 2009, p. 765 et 766.  
<sup>8</sup> Boudon et Bourricaud, Dictionnaire critique de sociologie, traduit par Salim Haddad, Fondation universitaire pour les études, édition et la distribution, 1986, p. 399.

La violence est une violation des normes juridiques et éthiques en vigueur et une transgression de l'idée de l'ordre social. Elle exprime une anomie sociale, une violation des normes et est parfois associée à l'individualisme croissant de notre société liée à la faiblesse des liens sociaux et à l'incapacité à s'intégrer socialement conduisant à une ségrégation, liée au problème de la domination et exercée lorsque l'Homme est privé d'humanité. De nombreuses personnes insistent à la pratiquer par le biais d'extorsions, qui sont généralement propres au plus puissant physiquement afin de briser la résistance de ses adversaires, ce qui conduit à des relations hostiles et à un grand chaos et contribue à la dissolution de la société.

Les chiffres indiquent que l'espace familial, la maison, est le cadre qui a connu le plus grand nombre d'actes de violence de toutes sortes, monopolisant 45% des actes de violence observés au mois de juillet, 30% des actes de violence enregistrés au mois d'août et 25% des actes de violence enregistrés en septembre. La recrudescence de la violence éducative, qui coïncide avec le retour à l'école et le début de l'année scolaire, était de l'ordre de 7,5% durant le mois de septembre.

## Formes de violence



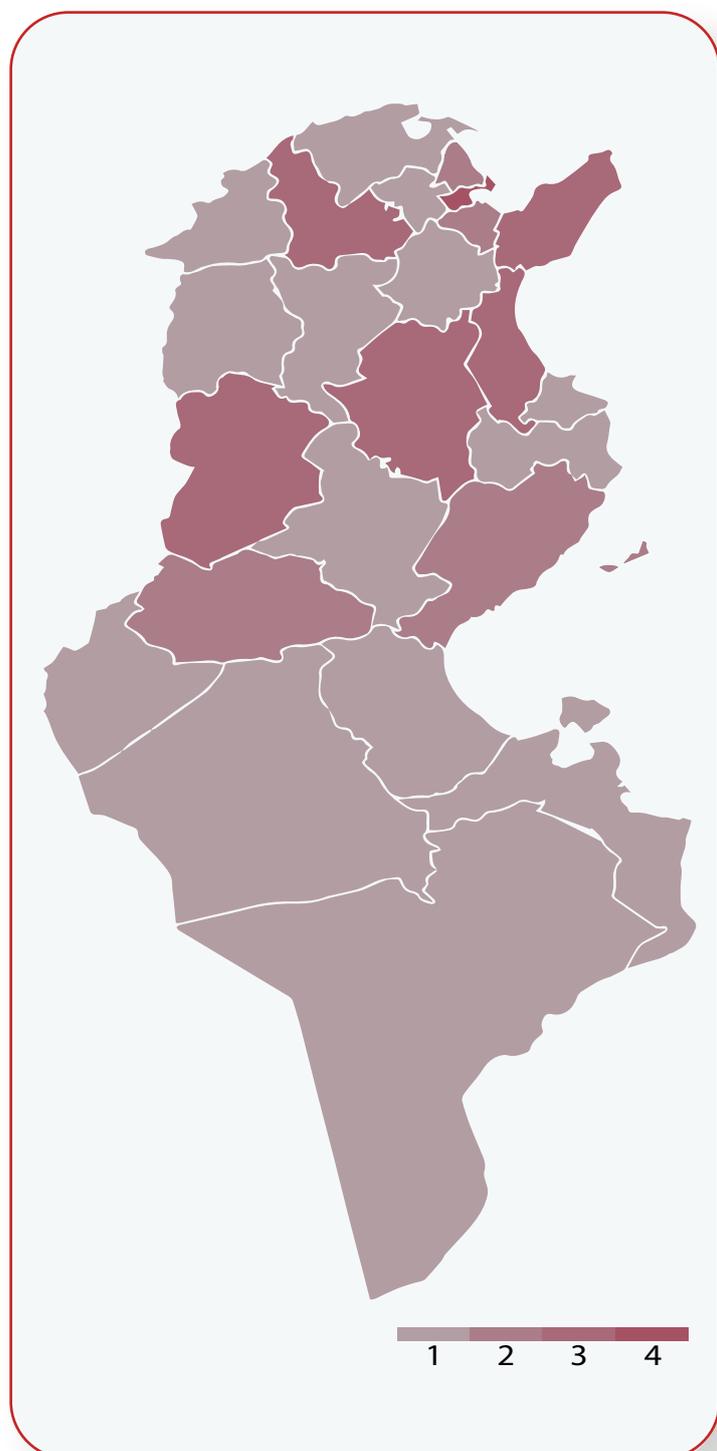
## Violence par gouvernorat

Les gouvernorats et les quartiers du Grand Tunis ont le taux de violence le plus élevé durant ces trois derniers mois, avec seuls dans les 23% des cas enregistrés en juillet, aout et septembre.

Les gouvernorats de Kairouan et de Kasserine se placent en deuxième positions, avec des proportions tantôt en hausse tantôt en baisse. Par exemple, le gouvernorat de Kairouan a enregistré en août 16,67% des violences enregistrées, alors qu'en septembre le taux a été d'environ 7,35%.

Par ailleurs, le taux de violence enregistré à Kasserine au cours du mois d'août a été de l'ordre de 1,67% pour augmenter au cours du mois de septembre et atteindre 10,29%. Le gouvernorat de Sousse a également un niveau de violence relativement élevé, avec 13,24% des violences enregistrées en septembre contre 10% des violences enregistrées durant le mois d'août alors qu'il était de 20% durant le mois de juillet.

Les cas de violence relevés par l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien incluent les différents gouvernorats de la république et les événements enregistrés font souvent l'objet de débat de l'opinion publique nationale et locale, en particulier s'ils sont associés à des crimes odieux, à la violence domestique, à la violence contre les enfants ou à la violence sexuelle.



## Conclusion

Ce qui peut être retenu durant ce troisième trimestre 2019 sont ces nouvelles formes de protestation à travers le comportement électoral punissant la classe politique en tant que mouvement d'escalade et de protestation démocratique traduisant la violence politique exercée par les acteurs politiques de l'État tunisien sur ces groupes marginalisés de l'action politique et de développement. Cela peut mener durant la période à venir à une vaste révolte, qui touche particulièrement de nombreux groupes de la société, en particulier si les déclarations des nouveaux acteurs politiques qui seront élus sont en faillite et la possibilité que leurs programmes n'impliquent pas les besoins sociaux des groupes marginalisés constituera un déclencheur pour les espaces embrasés qui ne reculeront pas devant la réalisation d'un changement social et politique afin d'en arracher les droits économiques et sociaux.

Le contexte de ce troisième trimestre 2019 a été caractérisé, en particulier, par la continuité de la crise de soif et des infrastructures, de la santé, de l'éducation, des transports et de l'agriculture, dans lesquelles ont émergé le secteur administratif, social et sanitaire à travers des formes collectives de protestation. Ce trimestre a été chargé de suicides et de violence, cela se traduit par une véritable désintégration des institutions de la société et son incapacité à contenir le citoyen tunisien en exprimant son incapacité à trouver des solutions radicales à cette réalité sociale en raison des solutions reportées ou investies à travers la course des étapes électorales.